



INDECOSA-CGT « revendique la priorité aux consommateurs »

Face à la situation humanitaire, sanitaire, économique et climatique qui touche notre pays et nombre d'autres nations en Europe et dans le monde, nous, INDECOSA-CGT rappelons que ces situations sont étroitement liées aux politiques menées sur ces dernières décennies, que nous n'avons eu de cesse de dénoncer.

Aujourd'hui, la conjonction de toutes ces crises menace tous les domaines de la consommation.

L'accès à la santé a révélé ses failles dramatiques par le manque d'équipements, de lits et de personnels formés associés. Bien avant la pandémie, nous relevions l'état désastreux de la santé en France et les manques alarmants dans la couverture territoriale. Il a fallu plusieurs milliers de morts pour entendre le gouvernement faire un semblant de *mea culpa*... aussitôt remisé aux oubliettes pour poursuivre les logiques de destruction systématiques de notre couverture de santé.

La construction de logements sociaux, déjà largement en retard sur les calendriers officiels, a encore été plus mise à mal par les décisions législatives récentes, qui visent à dispenser de nombreuses villes de leurs obligations. De tous temps, nous avons défendu l'accès à un logement de qualité et adapté aux besoins des habitants, pour toutes et tous, sans distinction d'origine. **Aujourd'hui**, on nous annonce qu'il n'est pas possible de répondre à toutes les demandes et on demande à nos associations départementales de « choisir entre les misères », entre les réfugiés ukrainiens, les travailleurs pauvres nationaux, les jeunes qui se lancent dans la vie active avec toutes ses incertitudes... C'est inadmissible : nous n'avons pas construit cette situation et il est plus que temps que les décideurs politiques qui nous y ont conduit assument leurs responsabilités, encore plus urgent qu'une autre politique, sur une base humaniste et non purement économique, prévale et guide les choix de notre nation et de beaucoup d'autres.

Nous le savons, les besoins de matériaux liés à la reconstruction de l'Ukraine qui adviendra inévitablement dans un futur proche (espérons-le), feront exploser les prix. Si les mêmes logiques sont toujours à l'œuvre à ce moment-là, nous savons d'avance que la situation ne fera qu'empirer, et qu'on viendra bientôt nous expliquer, la larme à l'œil, que cela coûte trop cher et qu'il faudra se montrer patient pour la reprise de la construction des logements sociaux...

L'alimentation est également largement menacée. Mécaniquement, l'augmentation des prix des matières de base entraînera une hausse du prix des produits finis, d'autant que pour la plupart, les moyens de transformation ne sont plus sur le territoire national. L'alimentation de base représente une part de plus en plus lourde dans le budget des ménages et cela ne va pas s'améliorer. Là encore, pour faire face aux besoins des populations, les gouvernements n'ont d'autre proposition que de nous asseoir sur les mesures écologiques prises, pourtant déjà insuffisantes. Là encore, ils évitent soigneusement tout bilan mettant en relief leurs choix désastreux pour la planète.



L'énergie, indispensable dans nos sociétés, pour se chauffer, pour circuler, pour accéder à l'information, pour la vie de tous les jours, est en train de devenir un produit de luxe. Les règles d'ouverture des marchés imposées, non par une « Europe désincarnée », mais par les dirigeants des pays de l'UE, rappelons-le une fois de plus, conduisent à des prix prohibitifs. Ces mêmes dirigeants nous ont assuré que cette situation ne durerait pas, mais le conflit ukrainien les a rendus plus discrets sur ce point, étrangement. La vérité c'est que la situation va durer, rendant des millions d'utilisateurs totalement dépendants des mesures gouvernementales, qui sont déjà largement en dessous des besoins les plus élémentaires.

Tous ces aspects nous indignent et nous alertent. Confrontés chaque jour sur le terrain aux détresses humaines, nous n'entendons pas d'éléments de réponse à la hauteur de ces drames de la part de nos gouvernants. Nous appelons à un engagement ambitieux des pouvoirs publics, en volonté et en moyens, sur l'ensemble des secteurs de la consommation, pour faire face à toutes les crises actuelles et malheureusement à venir.

Nous revendiquons la mise en place de mécanismes garantissant que tous ces secteurs essentiels et totalement indispensables (santé, logement, alimentation, énergie...) restent accessibles et de bonne qualité pour toutes et tous. Ces mécanismes ne pourront jamais trouver leur place dans les logiques libérales au pouvoir depuis des décennies. Il faut les abandonner et œuvrer à la (re)construction d'un service public ambitieux et solidaire.

Avec nos camarades des associations européennes au sein de l'ECU, nous revendiquons que ce plan d'investissement massif et profondément humaniste, soit porté sur l'ensemble de l'UE.

Enchaînement des crises :

Pour les consommateurs, la facture est salée...

François BILEM,

Responsable des activités internationales INDECOSA-CGT